

G. VERSTRAETEN geeft lezing van de volgende tekst

G. VERSTRAETEN donne lecture du texte suivant :

Er leven heel wat Roma in Brussel, "Foyer" vzw schat het aantal op 11.000. Er zijn diverse Romagemeenschappen. De meeste Roma zijn afkomstig uit Roemenië en Bulgarije, maar sinds enkele jaren telt Brussel ook een aanzienlijk aantal Roma uit Syrië (de zogeheten "Doms"). Een omvangrijke nieuwe generatie Roma-jongeren is ondertussen geboren en getogen in Brussel en combineren culturele invloeden van hun familie met die van de superdiverse Brusselse samenleving.

Helaas is de realiteit dat een goed deel van de Romabevolking nog steeds op straat leeft. Velen zijn dakloze bedelaars, vaak ook met zeer jonge kinderen. Ze hebben vaak geen woning, geen werk en dus geen vast of regulier inkomen. Het is een moeilijke doelgroep, des te meer omdat de meeste maar een paar woorden Frans of Engels spreken en er om historische en culturele redenen binnen deze bevolkingsgroep een vrij groot wantrouwen bestaat ten aanzien van de publieke autoriteiten.

Volgens VZW "Foyer" zijn de bedelaars ook vaak gelieerd aan bepaalde families die weliswaar in België dakloos zijn, maar niet per se in Roemenië, en die specifiek met de doelstelling om te bedelen naar België komen voor een beperkte tijd. Deze weigeren ook steevast ieder hulpaanbod, maar dat vloekt vaak ook met de rechten van het kind. VZW "Foyer" vindt het verbod op bedelen met minderjarigen onder 16 jaar oud dat recent in Brussel-Stad werd ingevoerd dan ook een stap in de juiste richting, maar moet dat ook gekoppeld worden aan een beleid dat inzet op sociale begeleiding en het inschakelen op school van de kinderen. Ik citeer Koen Geurts van VZW "Foyer" in een interview met "Bruzz": *"Als dat niet lukt zijn we eigenlijk bezig met het prepareren van een nieuwe generatie bedelaars."*

Buurtbewoners zijn vaak enigszins ongerust over het hoge aantal Roma op straat. Het Dapperheidsplein is een vaste ontmoetingsplaats voor deze mensen, en daar ontvang ik ook af en toe klachten over. Zo valt het bijvoorbeeld helaas af en toe voor dat men op klaarlichte dag hun behoefte doet op straat.

Ik vraag me af of de Gemeente in contact staat met de Anderlechtse Romagemeenschap, en welk beleid het hieromtrent voert.

Daarom had ik graag volgende vragen gesteld:

- Heeft de Gemeente een beeld van het aantal Roma in de gemeente en in het bijzonder van het aantal kinderen dat op straat leeft?
- Wat is het beleid van de Gemeente t.a.v. de Roma-populatie? Welke initiatieven/maatregelen worden er genomen om deze mensen te helpen? Gaan de sociale diensten actief op straat om contact te maken met Roma en over bepaalde zaken te sensibiliseren? Wordt hiervoor samengewerkt met bepaalde partners?
- Bestaat er een gezamenlijk beleid met het Gewest?
- Overweegt de Gemeente om een bedelverbod met minderjarigen naar model van Stad-Brussel in te voeren?
- Welk beleid wordt gevoerd om gebeurlijke overlast op het Dapperheidsplein aan te pakken?

Monsieur l'Échevin KESTEMONT donne lecture de la réponse suivante :

De heer schepen KESTEMONT geeft lezing van het volgende antwoord:

La problématique que vous évoquez nous est bien connue. Depuis 2014, le service « Prévention » de notre Commune a mis en place plusieurs initiatives pour rencontrer et nouer le dialogue avec les publics Roms et Doms à partir de 2015, que ce soit sous la forme de formations par nos travailleurs de terrain, de partenariats noués avec des ASBL spécialisées et, depuis le début de cette législature, à travers la création de la « Cellule Relations Interculturelles et Primo-Arrivants » (CRIPA). Un premier médiateur interculturel, arabophone, a été engagé en 2018, suivi d'un deuxième dès 2019. Depuis juin 2021, une médiatrice interculturelle Rom bulgarophile a rejoint l'équipe. Leur travail quotidien consiste à accompagner les publics primo-arrivants dans leur démarche d'intégration à travers des interventions, principalement avec le service « Démographie », le CPAS et au sein des écoles de notre Commune. Leur action consiste à faciliter les relations entre les institutions et les usagers en insistant sur la nécessité d'envisager la citoyenneté en termes de droits mais aussi de devoirs ! Si le travail de cette équipe n'est pas exclusivement centré sur les interventions auprès des publics Roms et Doms, la majorité de leurs usagers font partie de ces communautés.

A ce jour, la CRIPA a ouvert 1.120 dossiers individuels. Outre les interventions spécifiques de la CRIPA, de nombreux dispositifs du service « Prévention » de notre Commune sont en contact régulier avec ces publics : les « Gardiens de la Paix » lors de leurs zonages quotidiens, les « Éducateurs de rue », les travailleurs sociaux du pôle « Accueil social de quartier », etc.

L'équipe « Vie précaire » travaille quant à elle spécifiquement avec les personnes vivantes dans la rue. Elle va à la rencontre de ce public et, avec différentes actions, tente d'améliorer les relations intercommunautaires. Ce sont des actions telles que les opérations de nettoyage du quartier avec les enfants Roms de la Place du Conseil, la distribution de sachets spécialement conçus pour récolter les cosses de graines de tournesols (les pipasses) ou encore la sensibilisation des commerçants des quartiers concernés.

Ceci pour vous faire le canevas du travail réalisé par le personnel de notre service « Prévention ».

Pour répondre plus précisément à vos questions :

Non, notre Commune ne dispose pas de statistique de type « ethnique » car ce type de statistique est interdit dans notre pays.

Je pourrais vous donner le nombre de Roumains, de Bulgares, de Slovaques vivant à Anderlecht mais cela n'aurait aucun sens sachant que, d'une part, les communautés Roms sont originaires de nombreux pays, dont la Syrie comme vous l'avez mentionné, et pas seulement de Roumanie et de Bulgarie et, d'autre part, qu'il n'y a pas de pourcentage précis du nombre de Roms au sein de ces nationalités. Je peux en revanche vous confirmer que plusieurs communautés Roms et Doms habitent en toute légalité sur le territoire de notre Commune et ce depuis de nombreuses années.

On ne peut à proprement parler d'enfants des rues au sein de ces communautés. Comme dit précédemment, la plupart des habitants Roms et Doms d'Anderlecht habitent légalement sur notre territoire, en famille. Même si je suis conscient qu'il y a des enfants des rues à Anderlecht, ils ne font pas partie de ces communautés.

En ce qui concerne la politique que nous souhaitons mener, elle est axée sur l'amélioration de l'intégration de ces communautés au sein de la population. La première des réponses, que nous nous devons de donner est de favoriser l'accrochage scolaire des

enfants, l'école étant l'espace de socialisation et d'intégration par excellence de notre société. Une autre est la formation des adultes comme outil d'intégration. Nous sommes également attentifs à des phénomènes sous-jacents tels que les mariages précoces en collaboration avec le SAJ, le SPJ, « Child Focus », etc.

Je n'ai, à ce jour, pas eu écho d'une politique spécifique mise en place par la Région bruxelloise pour travailler avec ces populations. En tout état de cause, nous suivons la stratégie fédérale pour l'intégration des populations concernées en Belgique.

Pour ce qui est de la mendicité des mineurs, celle-ci n'est pas une spécificité culturelle de ces communautés mais plus une conséquence sociale de la marginalisation de certaines familles et une question d'éducation. Nous soutenons toutefois toute politique énergique qui vise à éviter des situations dans lesquelles des enfants sont mis en situation d'exploitation. L'interdiction de mendicité peut en faire partie à condition, selon moi, qu'elle soit liée à un accompagnement social et sur la durée avec les familles concernées et un contrôle effectif et strict quant à l'obligation scolaire.

En ce qui la place de la Vaillance, je ne peux nier les faits que vous décrivez. Vous aurez toutefois constaté que la situation s'est très considérablement améliorée ces dernières semaines depuis que nous avons initié plusieurs actions dans la dynamique de « l'Antenne Lisa - Centre » en collaboration avec les « Gardiens de la Paix », les équipes MONP de la police et nos agents-constatateurs, actions qui ont allié la prévention et la répression, notamment au niveau des sanctions administratives communales. Parallèlement, la Manager de « l'Antenne Lisa - Centre », dont je salue le travail et avec laquelle j'ai des entretiens réguliers, essaye avec nos services d'établir depuis quelques semaines avec les membres de la communauté Roms et Doms qui se retrouvent sur la place un lien de confiance qui permettrait d'investir l'une ou l'autre personne de la communauté d'une fonction de relais ou de contrôle social.

Cette dynamique est en cours.

Je me tiens à disposition pour revenir sur ces résultats lorsque nous en disposerons.